

EXCHANGES ÉCHANGES INTERCAMBIOS SCAMBI

N° 77, 2003/1

* Présentation	1
* Quatre-vingts ans de présence jésuite au Bureau International du Travail	3
Joseph Joblin, S.J., Rome	
* Discours prononcé à l'occasion du lancement officiel du AJAN	9
Michael Czerny, S.J., Kenya	
* La pandémie du VIH/SIDA : la priorité des priorités	10
Muhigirwa Ferdinand, S.J., R. D du Congo	
* La place des pauvres dans l'Eglise	12
José M. Castillo, S.J., Espagne	
* La jeunesse marginalisée en grand besoin de Jubilé	18
Manuel Maquieira, S.J., Guatemala	
* Poèmes africains	23
Boyd Kapyunga Nyirenda, S.J., Zambie	

Promotio Iustitiae est publié par le Secrétariat de la Justice Sociale de la Curie Généralice de la Compagnie de Jésus à Rome et imprimé sur papier sans chlore (TCF). *PJ* est disponible en français, anglais, espagnol et italien.

Si vous souhaitez recevoir *PJ*, il vous suffit de communiquer votre adresse à l'éditeur (en indiquant la langue préférée).

Promotio Iustitiae est disponible aussi sur le World Wide Web à l'adresse :

www.sjweb.info/sjs

Si quelque idée vous a frappé dans ce numéro, une brève réaction de votre part sera bien accueillie. Pour envoyer une lettre à *PJ* en vue de la publication dans une prochaine livraison, veuillez utiliser l'adresse ou le numéro de fax ou encore le courrier électronique indiqué sur la couverture.

La reproduction d'articles est encouragée en citant *Promotio Iustitiae* comme source ainsi que l'adresse. Merci de nous envoyer une copie.

Fernando Franco, S.J.
Éditeur

PRÉSENTATION

C'est un privilège que de pouvoir commencer l'ébauche de mon premier éditorial de *PJ* la veille de Noël. Si fugace et précaire que soit le moment, on a la sensation que les personnes partout dans le monde sont d'accord sur l'importance de renforcer la paix dans la vie de chacun et dans le monde entier. Nous sommes conscients que, sans justice, la paix ne sera ni durable ni acceptable pour qui est victime de la violence, où que ce soit dans le monde. En lisant le message annuel du Saint-Père pour la paix, j'ai été touché par l'insistance sur le fait que la paix ne dépend pas seulement de la justice, mais aussi de la vérité et de la crédibilité. Ce message est important pour nous, en particulier pour ceux d'entre nous, nombreux, qui ont été témoin de la supercherie qui a eu lieu à Johannesburg. Il n'y a pas d'autre manière de définir la réticence des pays riches à s'engager avec des objectifs concrets qui puissent être efficacement suivis et évalués. C'est une tromperie au détriment des pauvres, par exemple, que d'établir publiquement les Millennium Goals -objectifs du Millénaire-, admettre qu'il existe de graves carences dans la manière de les atteindre, puis au dernier moment reculer devant l'engagement d'une aide financière concrète et substantielle. Nous devons écouter avec honnêteté les paroles vibrantes du Saint-Père. Il semble dire : « quand cela suffit cela suffit ». Ce qui arrive aux pauvres partout dans le monde, par exemple la violence infinie et insensée au Moyen-Orient, n'a aucune justification.

PAIX ET JUSTICE

Il existe un lien indissoluble entre *l'engagement pour la paix* et le *respect de la vérité*. L'honnêteté de l'information, l'équité des systèmes juridiques, la transparence des procédures démocratiques, donnent aux citoyens le sens de la sécurité, la disposition à dépasser les controverses par des moyens pacifiques et la volonté d'une entente loyale et constructive constituent *les vraies prémices d'une paix durable*. Les rencontres politiques au niveau national et international ne servent la cause de la paix que si les engagements pris ensemble sont respectés de part et d'autre. Dans le cas contraire, ces rencontres risquent de devenir insignifiantes et inutiles, et il en résulte que les gens sont tentés de croire de moins en moins à l'utilité du dialogue et de faire plutôt confiance à l'usage de la force pour résoudre les conflits. Les répercussions négatives qu'ont sur le processus de paix les engagements pris et non respectés doivent conduire les Chefs d'État et de Gouvernement à peser avec un grand sens de la responsabilité chacune de leurs décisions.

Pacta sunt servanda, dit l'antique adage. Si tous les engagements doivent être respectés, on doit veiller particulièrement à respecter *les engagements pris envers les pauvres*. Ne pas tenir des promesses faites et considérées par les pauvres comme d'un intérêt vital serait en effet particulièrement frustrant pour eux. Dans cette perspective, le non respect des engagements à l'égard des Nations en voie de développement constitue un problème moral sérieux et met encore plus en lumière l'injustice des inégalités qui existent dans le monde. *Les souffrances causées par la pauvreté se trouvent dramatiquement augmentées par la perte de confiance*. Le résultat final en est la disparition de toute espérance. La présence de la confiance dans les relations internationales est un *capital social d'une valeur fondamentale*.

De la Cité du Vatican, 8 décembre 2002

JEAN-PAUL II

Ce qui touche le plus en cette période de Noël, c'est d'un côté l'hypocrisie invétérée d'une classe politique qui n'éprouve aucun remord à faire des promesses dans un but électoral, et de l'autre les niveaux croissants de désespoir parmi les pauvres et les exclus.

Un regard sur le monde actuel du point de vue des victimes comprendrait aussi la reconnaissance d'une myriade d'efforts accomplis par de petits groupes vivant dans les banlieues pauvres des villes, de grands mouvements de peuples indigènes sans terre, ainsi que de réseaux internationaux bien organisés qui affirment clairement que « un autre monde est possible ». Le grand nombre de ceux qui croient que les utopies ne sont pas mortes continue à grandir. Des paysans de toute l'Amérique Latine et plus de dix millions de brésiliens ont dit « NON » à la proposition de Zone de Libre Échange des Amériques. Plus de quatre cent mille personnes ont marché pacifiquement dans les rues de Florence donnant voix aux aspirations de beaucoup pour une Europe plus juste et plus humaine. Des milliers d'activistes de toute l'Inde ont participé au premier Forum Social de l'Asie organisé à Hyderabad et ont affirmé avec force et détermination qu'une autre Asie et une autre Inde sont possibles. Le Forum Mondial de Porto Alegre est sur le point de commencer. Le changement est dans l'air et ce serait un désastre évangélique si nous nous trouvions incapables de lire les signes des temps.

L'année à peine commencée sera importante aussi pour la Compagnie de Jésus. En septembre s'ouvrira la Congrégation des Procurateurs à Loyola (Espagne), accomplissement naturel d'un long processus de réflexion et de discernement conduit dans chaque province à travers les Congrégations Provinciales. Ce sera sans aucun doute le moment de faire une pause et réfléchir. Pour participer à ce moment de grâce, le Secrétariat de la Justice Sociale a organisé pour le mois d'avril une rencontre pour les coordinateurs des Assistances afin de réfléchir sur l'état de l'Apostolat social dans chaque Assistance et dans la Compagnie universelle. Nous avons besoin de nous poser les questions fondamentales qu'Ignace souleva dans les *Exercices* : que pouvons-nous faire pour mieux servir sous l'enseigne de la mission du Christ ?

Ce numéro de *PJ* reflète les temps instables de la transition que nous avons vécus au Secrétariat. Les contributions à ce numéro dont la publication a longtemps été reportée, ont été essentiellement recueillies par le précédent directeur, P. Michael Czerny. Dans son dernier éditorial, Michael Czerny a écrit, « mon avenir personnel il reste encore incertain mais je demeure assuré que le Seigneur prépare déjà la prochaine étape de ma vie au sein de la Compagnie de Jésus » (*PJ* 76 p.2). Le Seigneur a en effet préparé une nouvelle étape en Afrique pour P. Michael. Ce numéro de *PJ* offre aux lecteurs le texte d'inauguration du nouveau Réseau jésuite africain contre le SIDA (AJAN), qui a eu lieu le 10 décembre 2002 à Lomé (Togo). Le coordinateur de l'Apostolat social dans l'Assistance de l'Afrique et de Madagascar, P. Muhigirwa Ferdinand, souligne l'importance de ce projet pour le développement futur des personnes dans ces régions. L'article de P. Joblin retrace l'histoire de la présence des jésuites au Bureau International du Travail (BIT) à Genève ; le texte de P. Castillo soulève une série de questions épineuses sur la position des pauvres dans l'Église ; et l'expérience de P. Maquieira au Guatemala avec des bandes de jeunes violents apporte quelque lumière sur les caractéristiques principales que l'Apostolat social devrait avoir avec la jeunesse marginale. Nous concluons ce numéro de *PJ* avec quelques poésies sur la réalité africaine écrites par Boyd K Nyirenda (Province de Zambie-Malawi), étudiant de l'Hekima College (Kenya).

Avec l'espérance d'être plus avec vous cette nouvelle année, je souhaite à tous les lecteurs une année 2003 pleine de joie.

Fernando Franco, S.J.
Éditeur

QUATRE-VINGTS ANS de PRESENCE JÉSUITES au BUREAU INTERNATIONAL du TRAVAIL

Joseph Joblin, S.J.

Il m'a été demandé de parler de mon activité au Bureau international du Travail (1956-1981). En effet un jésuite a été, depuis 1926, fonctionnaire de cette Institution internationale qui fait partie du système de l'ONU après l'avoir été de la Société des Nations. Quelques précisions sont nécessaires pour comprendre la nature et l'étendue des responsabilités de celui qu'on appelle le « jésuite du BIT ».

Définition du poste

C'est en tant que fonctionnaire que le jésuite du BIT est intégré à l'Institution et non pas, comme quelques uns l'ont parfois imaginé, comme un représentant du Saint-Siège ou une sorte d'aumônier du personnel. Sa tâche n'a en ce sens rien de pastoral au sens postconciliaire du mot. S'il a pu donner quelquefois une assistance sacerdotale à tel ou tel collègue ou délégué c'est à titre purement privé et occasionnel. Il est présent dans l'Institution avec toutes les obligations liées au statut d'un fonctionnaire pour accomplir les tâches qui lui sont confiées par le Directeur général ; il est au service de l'Organisation. Une précision doit être apportée à la présentation qui vient d'être faite. S'il a été intégré dans le personnel du Bureau c'est à cause de sa qualité de prêtre et de la formation intellectuelle et spirituelle qu'il a reçue pour répondre au désir du Directeur général de s'entourer d'un expert en matière de politique religieuse¹.

Aux origines du poste de Genève

Les chrétiens (catholiques et protestants) qui, en Europe et aux Etats-Unis, s'occupèrent de la pauvreté des masses au début du XIX^{ème} siècle le firent sur le plan caritatif et celui de l'assistance. Il s'agissait pour eux de mettre les jeunes qui migraient vers les villes à l'abri de la propagande révolutionnaire des mouvements socialistes et d'organiser l'assistance aux plus déshérités. Aucune loi sociale n'existait. Aucune autre théorie que celle du libéralisme n'étant alors enseignée. Evêques, prêtres et laïcs ne s'ouvrirent que progressivement à la nécessité d'une action institutionnelle pour changer les structures tant politiques qu'économiques du libéralisme.

Dès 1839, Ozanam, analysant dans son cours de droit commercial la situation des travailleurs, parlait de leur condition d'« esclave » ; il dénonçait la « traite des blancs » à laquelle elle donnait lieu et démontait le mécanisme de l'exploitation. A la même époque, un industriel protestant, Daniel Le Grand, faisait campagne pour l'adoption d'une législation internationale du travail. De son côté, l'Union de Fribourg, animée par Mgr Mermillod, remettait un mémoire à ce sujet à Léon XIII en 1887 mais le Pape jugeant probablement que la question n'était pas mûre ne devait pas reprendre la suggestion dans *Rerum Novarum*. Cette encyclique n'en lança pas moins le mouvement en faveur de l'action institutionnelle en faveur des travailleurs en légitimant l'existence

¹ Il se distingue ici de ce que fut, un autre jésuite français, le père de Breuvery comme fonctionnaire des Nations Unies à New York (1952-1964). Ancien professeur à l'université L'Aurore à Shanghai, il était là en tant qu'économiste pour s'occuper des sources d'énergie autres que la houille ; cela quoique prêtre, qualité qui fit des difficultés lors de son recrutement et d'une promotion au grade directorial de D2.

de syndicats ouvriers indépendants du patronat ; de plus, le Saint-Siège fut invité à adhérer à l'Association internationale pour le progrès social² et fut associé à ce titre à la préparation des premières conventions internationales du travail qui furent discutées dès avant le premier conflit mondial.

Durant la guerre de 1914, les syndicats socialistes non marxistes des deux camps reprirent l'idée de législation internationale du travail et obtinrent par le Traité de Versailles la création d'une institution dans laquelle ils devaient siéger sur un pied d'égalité avec les employeurs et les gouvernements. Telle fut l'origine de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) dont le Bureau International du Travail (BIT) est le secrétariat permanent et assure l'application des décisions prises par la Conférence internationale du Travail (CIT). Albert Thomas, ancien ministre socialiste de l'armement en France durant le conflit, fut élu premier Directeur du BIT.

Participation des catholiques à l'action structurelle pour le développement social

L'appui donné en 1919 à la création du BIT par les gouvernements et les milieux patronaux encore tout imprégnés de libéralisme s'explique par leur crainte de voir la révolution bolchevique recouvrir l'Europe ; il se relâcha très vite dès que le péril fut écarté. Thomas comprit aussitôt que, dans ces conditions, l'adoption de mesures en faveur des travailleurs dépendrait de la pression que les mouvements d'opinion exerceraient sur les gouvernements.

Or la publication de l'encyclique *Rerum Novarum* avait été à l'origine d'« un grand mouvement » (Albert Thomas) qui avait conduit les chrétiens à s'organiser et à porter leurs efforts sur la réforme des institutions. Ils avaient rencontré sur leur route les mouvements socialistes dits réformistes qui poursuivaient un but semblable ; c'est alors qu'avait commencé à germer, dès avant 1914, l'idée d'une collaboration possible entre toutes les « forces d'idéal » (don Sturzo) mais elle n'avait pas encore conduit à des réalisations concrètes d'envergure. Il n'en fut plus de même à l'issue du conflit car la gravité de la situation exigeait la collaboration de toutes les bonnes volontés.

Dès 1920, Thomas contacta Mgr Nolens, président du parti catholique aux Pays Bas et représentant de ce pays au Conseil d'administration du BIT pour étudier avec lui quel type de collaboration pourrait être établi entre le Bureau et le mouvement social chrétien. Il se rendit au moins deux fois au Vatican à ce sujet et, finalement, il fut convenu qu'un prêtre serait associé aux travaux du Bureau. Gaston Tessier, président de l'internationale syndicale chrétienne, fut alors chargé de contacter le père Desbuquois, directeur de l'Action Populaire et, avec l'accord du Père Général, le père André Arnou, prit ses fonctions à Genève en 1926. Une telle innovation n'alla pas sans opposition de la part des milieux chrétiens traditionnels ; les pressions furent telles qu'il dût cesser ses fonctions en 1932. Mais le Directeur du BIT intervint et obtint que le père Achille Danset soit nommé en 1933 ; celui-ci mourut prématurément et, après quelques mois le père Albert Le Roy lui succéda (1936-1955). Il fut remplacé par le père Joseph Joblin (1956-1981), le père John Lucal (1981-1986), le père Louis Christiaens (1987-1995) ; le père Dominique Peccoud occupe actuellement le poste depuis le 1 janvier 1997³.

² Cette Association fut créée en 1900 et eut son siège à Bâle.

³ Cf. J. Joblin, « Essere Chiesa nella società pluralista » in *Civiltà Cattolica* 1979 III 345-357 ; P. Droulers, *Le père Desbuquois et l'Action Populaire 1919-1956* t.II Ed. ouvrières Paris 1981 p. 456.

Philosophie de cette action. Pourquoi ce poste ?

Il est frappant que depuis bientôt 80 ans le poste des jésuites du BIT ait été maintenu par les Directeurs généraux successifs malgré les reproches que certains faisaient de cette présence comme chaque fois que les nécessités budgétaires les avaient conduits à des réductions de personnels. Bien mieux, alors que le premier d'entre eux, avait eu pendant plus d'une année des contrats mensuels ses successeurs furent de plus en plus intégrés, avec leurs responsabilités spéciales, dans le corps des fonctionnaires.

La présence du prêtre au BIT peut être expliquée à divers niveaux ; le premier d'entre eux est celui de la promotion de la justice. Chrétiens et mouvements laïcs ont eu l'intuition que celle-ci était conditionnée par la réalisation de réformes de structures et que la paix sociale demandait qu'elles fussent introduites par voie démocratique. Il y avait donc là un terrain de collaboration entre hommes de bonne volonté provenant d'horizons divers en vue « de défendre envers et contre tous la liberté de tous les travailleurs, de faire prévaloir inlassablement l'idéal de fraternité entre les hommes tous égaux en dignité ». Ces paroles de Paul VI devant la CIT (1969) définissent le type d'action des chrétiens au sein d'une Institution internationale. Il ne s'agit pas pour eux de discuter des mérites des doctrines sociales mais d'unir les efforts pour obtenir tel résultat sur tel point concret que tous reconnaissent comme un objectif raisonnable pour le bien des plus pauvres. Dans cette perspective, le jésuite du BIT n'est pas là pour faire connaître la doctrine sociale de l'Église mais pour favoriser l'association des mouvements chrétiens à la réalisation d'une politique ou avancée sociale.

Il ne s'agit pas pour autant pour les chrétiens, minoritaires dans la société internationale contemporaine, de se laïciser ou de se contenter d'être une force d'appoint pour la réalisation d'une politique définie plus ou moins en dehors d'eux. Le jésuite du BIT est là pour aider à dégager ce qui est possible à un moment donné en laissant entendre ce que sera la réaction des mouvements chrétiens à telle proposition, celle-ci pouvant être un moteur comme pour les questions de développement ou un frein comme elle se trouve être vis à vis de certaines politiques démographiques.

La présence du prêtre comme des chrétiens peut être regardée à un deuxième niveau. La paix sera d'autant mieux assurée dans le monde de demain qu'il reposera sur des valeurs ayant le même sens pour tous. Une connaissance mutuelle des systèmes explicatifs de l'existence est alors nécessaire pour favoriser une estime mutuelle et permettre à chacun de se livrer, comme le demandait Pie XII dans son message de Noël 1956, à une critique de son propre héritage pour le débarrasser de ce qui ne lui est pas essentiel. Les jugements sur le contenu à donner à la justice qu'on attend du jésuite du BIT doivent être exempts de toute influence politique ou partisane et relever de la logique de la foi. Il fait alors découvrir à ceux qui lui sont étrangers l'existence d'un autre monde comme d'une autre manière raisonnée d'aborder les problèmes de la vie. Cette perception a été particulièrement forte lors de la publication de *Pacem in terris* (1965). Cette encyclique contient en effet tout un développement sur le dépassement des conflits idéologiques et un appel à la collaboration des mouvements sociaux sur la base réaliste des réformes à adopter. Elle allait ainsi dans le sens de la politique de détente qui avait toujours été celle du Directeur général, David A. Morse. Celui-ci m'appela ; à un moment de l'entretien, il traça deux cercles superposés écrivant à l'intérieur de l'un un K (Krouatchev) et de l'autre un P (Pape). Il les rejoignit par une ligne et dit : ils peuvent collaborer immédiatement – puis, traçant une ligne vers le futur – mais le Pape perdra. « Non – lui dis – je, il sait qu'il gagnera ».

Enfin, le Directeur général et ses collaborateurs immédiats sont conscients de ce que la paix sociale ne peut dépendre des variations qu'imposent les majorités successives aux valeurs qui la fondent. Certes, une Institution internationale ne peut pas imposer une vérité ou une doctrine dans un monde divisé en tant de religions et de systèmes ; mais il lui est indispensable d'associer à son travail une force sociale qui fasse retrouver aux hommes « la passion dominante du Tout » dans leur action du moment (Teilhard de Chardin), c'est à dire en langage traditionnel l'existence de valeurs objectives, d'un fondement absolu de l'obligation morale comme antidote contre la dérive totalitaire ou celle individualiste à laquelle les sociétés sont autrement entraînées. Le prêtre, quelle que soit sa valeur personnelle, est alors celui qui incarne cette référence à une vérité de l'homme qui est, en dernière analyse, l'objet d'une recherche de la part de tous, chrétiens ou non chrétiens.

De quelques terrains d'action

Le dépassement des fractures idéologiques. Lorsque je suis arrivé au Bureau en 1956 le problème majeur qui se posait était celui de l'attitude d'une Institution internationale comme le BIT dans la guerre froide. Constitué sur une base tripartite où chacun des groupes (travailleurs et employeurs) était supposé indépendant des gouvernants, la présence des organisations syndicales et patronales des pays de l'Est soulevait une difficulté qu'on ne pouvait plus éluder (ce qui fut le cas dans l'immédiat après guerre avec les délégations des pays satellites) après que l'URSS, la Biélorussie et l'Ukraine eurent décidé en 1954 de participer aux activités de l'OIT. Le choix était simple : ou bien on demeurait fidèle à la conception du tripartisme de 1919 et les pays de l'Est devaient être expulsés ou bien les Occidentaux, faisant confiance à la vertu du système occidental pour faire évoluer vers plus de liberté, acceptaient d'engager avec les autres une expérience de coexistence. Travailleurs et employeurs des États-Unis avaient pris, dans un premier temps, la première option et leur pression sur le gouvernement américain était telle que le risque était réel de voir les États-Unis se retirer de l'OIT. Le Directeur général soutint avec courage que le souci de l'universalité devait primer sur le respect de la règle du tripartisme strict élaborée au lendemain de la première guerre mondiale. Il trouva un soutien de plus en plus marqué de la part de l'Eglise. Pie XII (Pâques 1954, Noël 1956) avait évoqué la nécessité du dialogue entre les hommes de bonne volonté de chaque côté du Rideau de fer et pressenti la victoire à venir des forces morales sur le totalitarisme ; Jean XXIII puis Paul VI accentuèrent cette politique ; qu'il suffise de rappeler ici l'encyclique *Pacem in terris* et la politique à l'Est conduite par le futur cardinal Casaroli. Il fut de première importance dans ce débat d'encourager les quelques leaders catholiques qui adoptèrent cette position et de désamorcer les campagnes de ceux qui dénonçaient la collusion du BIT avec le communisme. Le Bureau trouva d'ailleurs des alliés inattendus comme le père Brugallora, aumônier des syndicats officiels d'Espagne qui, de lui-même, donna une série de conférences en faveur de l'OIT au cours d'un voyage en Amérique centrale.

Le développement. Roosevelt et Pie XII étaient revenus à diverses reprises sur le développement économique et social que devraient poursuivre les États après le retour de la paix. De même la *Déclaration de Philadelphie* (1944) par laquelle l'OIT reformulait ses principes directeurs demandait que les politiques financières des États soient telles qu'elles favorisent « le développement matériel et progrès spirituel » de tous sans aucune discrimination ; la Charte de l'ONU parlait également de développement économique et social. L'OIT s'engagea très tôt dans cette direction. Tandis que le fonctionnaire, en charge des relations avec les syndicats chrétiens, aidait à leur organisation en Afrique, au Vietnam et en Amérique latine, les circonstances firent que mon attention fut portée sur le développement des populations aborigènes, spécialement de celles de l'Amérique du sud. Lors de la première CIT à laquelle il me fut donné de prendre part fut discuté le texte d'une convention sur les conditions de vie et de travail des populations aborigènes ;

plusieurs projets d'assistance furent alors montés. Bien que la plupart des responsables du BIT fussent loin d'être chrétiens ils furent persuadés qu'une telle action ne pouvait réussir en Amérique latine sans le soutien et la participation de l'Église ; il ne s'est pas agi de faire découvrir aux responsables l'existence de populations marginalisées mais de leur montrer que les initiatives qu'ils avaient prises depuis longtemps en leur faveur pouvaient s'insérer désormais dans les politiques aux plans national comme international que les gouvernements mettaient en place et acquérir ainsi une plus grande efficacité. Hommage doit être rendu ici à Mgr Proaño, évêque de Riobamba (Equateur), qui entra très avant dans cette perspective. On touche ici un aspect extrêmement émouvant des contacts qu'il m'a été donné d'avoir. Cette période est celle où les publications chrétiennes sont revenues sans cesse sur le développement. Evêques, congrégations religieuses, laïcs ont ainsi découvert que leurs projets avaient une plus grande valeur que celle d'une simple assistance à personnes en détresse et qu'ils trouvaient place dans l'effort de rénovation sociale mené de concert avec les autorités.

Les réfugiés. Le problème des réfugiés a pris une dimension nouvelle après la deuxième guerre mondiale lorsque les « personnes déplacées » sont devenues déracinées en permanence. Le Proche-Orient semble bien avoir été le premier théâtre où la question se soit posée avec ampleur. Je n'ai pas été associé à l'action du BIT en cette région. Il en a été autrement avec les réfugiés indochinois en Thaïlande. Cette question se présentait comme un cas particulier d'une question beaucoup plus générale, celle de la collaboration des ONG aux actions de développement qui se déroulaient sous la direction du PNUD (Programme des N.U. pour le Développement). Les problèmes qui se posent à cette occasion sont multiples : comment promouvoir la collaboration entre les ONG afin que les gouvernements et l'ONU ne se trouvent pas devant une multitude d'interlocuteurs ? Quelle formation professionnelle donner aux réfugiés pour leur permettre soit de retourner dans leur pays soit d'émigrer ? Comment, dans ce dernier cas, opérer la sélection ?... C'est à ce moment que le Père Pedro Arrupe a fondé le Service Jésuite des Réfugiés qui joint l'éducation à l'assistance. Le BIT a abordé cette question sous l'angle de la formation professionnelle. Il m'a été donné de visiter divers camps de réfugiés en Asie afin d'aider à orienter les projets du BIT vers les besoins réels des populations grâce à l'appui du Directeur général adjoint en charge de ces projets.

L'œcuménisme. Il est une question que plusieurs lecteurs de cette note n'ont pas manqué de se poser : pourquoi seul un prêtre catholique occupe la fonction qui vient d'être décrite ? Les circonstances historiques en sont la cause. Lorsque le BIT fut créé en 1919 le christianisme était l'unique religion qui affichait une prétention sociale et universaliste. Aussi Thomas établit-il vis à vis du protestantisme un système analogue à celui qu'il avait mis en place avec le catholicisme. Le fils d'un pasteur de Genève fut recruté à cet effet, Georges Thélin. Lorsqu'il fut clair que les armées allemandes allaient recouvrir l'Europe en 1940, le directeur du Bureau décida d'émigrer avec un petit nombre de fonctionnaires (40) au Canada. Le fait est que Thélin ne fut pas du groupe et qu'un terme fut mis à son contrat. Le père Le Roy, déjà replié sur Lyon, y reçut une lettre lui enjoignant de rejoindre le Canada. Durant la période de la guerre il attira l'attention des milieux catholiques d'Amérique du nord et du sud sur les responsabilités qui seraient les leurs une fois la paix revenue ; mais, Georges Thélin comme la plupart des autres fonctionnaires quitta le Bureau et demeura en Suisse.

La question d'une présence protestante fut posée en 1956 au moment de mon entrée au Bureau. Le directeur adjoint du Conseil Oecuménique fit une démarche en ce sens auprès du Directeur général. Celui-ci m'informa des raisons pour lesquelles il ne croyait pas possible d'accéder à cette demande. D'une part, le catholicisme présente un interlocuteur unique, la papauté ; d'autre part, il n'était pas possible de s'adjoindre un représentant de toutes les autres religions. Ces remarques me firent comprendre la nécessité de me tourner vers les autres religions bien que la majorité d'entre elles ne

portent pas un intérêt significatif aux problèmes de société ; en effet, une ouverture à ces questions dans un sens internationaliste pose un problème très grave à nombre de mouvements religieux qui sont l'âme de l'identité culturelle des peuples. Rien ne put être fait dans les premières années de ma présence au BIT. Le concile ouvrit une nouvelle perspective. La création de SODEPAX débloqua la situation et son secrétaire général, le père Georges Dunne, et Mgr Gremillion, secrétaire de Justice et Paix firent une démarche officielle pour que je participe à la réunion œcuménique qu'ils organisèrent à Beyrouth. De même je fus invité à participer au culte organisé par les protestants à la cathédrale St Pierre lors du cinquantenaire de l'OIT (1969). Ce ne furent que des initiatives ponctuelles. Les fonctionnaires juifs et musulmans me découragèrent d'établir des contacts avec leurs corréligionnaires car le lien spécial qui pourrait être établi avec une tendance serait cause de difficultés pour le Bureau de la part des autres. Finalement, durant ma présence au Bureau, une nouvelle avancée œcuménique fut réalisée au sein de l'Institut d'Études Sociales du BIT par l'organisation de colloques auxquels participaient des représentants de la pensée juive, islamique ou autre en matière sociale.

Une réflexion plus ample que ces brèves notes devrait être menée sur les modes selon lesquels l'Église peut participer à la nouvelle configuration de l'action sociale. Les conditions de vie des plus pauvres dépendent des valeurs que la communauté politique internationale adopte et diffuse. La présence de l'Église est donc essentielle à ce niveau ; elle est assurée normalement par la présence des Observateurs du Saint-Siège auprès des Nations Unies et des Institutions spécialisées. Le prêtre au BIT ne fait pas double emploi avec eux. Dans une Institution au sein de laquelle les mouvements sociaux sont extrêmement actifs, il constitue un lien avec eux pour les faire entrer dans le jeu nouveau qui se met en place.

Joseph Joblin, S.J.
Pontificia Università Gregoriana
Piazza della Pilotta 4
00187 Roma
ITALIE

+39 06670 15419 (fax)
<joblin@unigre.it>

+ + + + +

Discours prononcé à l'occasion du lancement officiel du AJAN*

10 décembre 2002, Lomé, Togo

Michael Czerny, S.J.

Il y a de cela cinquante-quatre ans, le 10 décembre, que les nations du monde signaient la déclaration universelle des droits de l'homme à New York. Aujourd'hui à Lomé ensemble nous lançons officiellement le Réseau jésuite africain contre le SIDA (AJAN).

Le VIH/SIDA n'est pas une maladie simple, elle fait partie d'une réalité humaine beaucoup plus large. Ainsi, nous devrions nous référer aux droits de l'homme, les droits fondamentaux et universellement reconnus qui aident à garantir le droit à la vie, ces droits que le SIDA menace. La lutte contre le SIDA doit être fondée sur les droits de l'homme. Et c'est pourquoi le 10 décembre nous semble être le jour juste pour lancer AJAN sous la bénédiction de l'Eglise du Togo, en présence d'étudiants catholiques universitaires qui viennent des quatre coins de l'Afrique et avec le soutien de représentants de l'ONUSIDA.

AJAN est une initiative des Pères Supérieurs de la Compagnie de Jésus en Afrique et à Madagascar (JESAM). En l'année 2001, une recherche sur la situation identifia des exemples significatifs d'activité apostolique contre le VIH/SIDA, actuellement en cours dans plusieurs Provinces jésuites : éducation des jeunes à la prévention, soins à domicile pour les malades, travail pastoral auprès des orphelins et des familles en deuil, des services médicaux et sociaux, recherche, publications et éducation populaire. En juin 2002 JESAM décidait d'intensifier la lutte contre le SIDA dans chacun des 25 pays où oeuvrent les Jésuites, en faisant du Réseau une importante priorité commune et partagée.

JESAM a mandaté le Réseau à aider les Jésuites et autres personnes qui servent les sidéens ainsi que leurs familles, ceux qui les appuient et leurs communautés ; à promouvoir la prévention et la responsabilité individuelle ; à témoigner selon la foi chrétienne et à élever la voix en Afrique et dans le monde ; et à agir au nom de la Compagnie de Jésus.

La crise n'est pas seulement médicale, elle est radicalement liée à la pauvreté, l'injustice, les inégalités, l'ignorance, la migration et la culture. Le VIH/SIDA vide les pays de l'Afrique de leurs plus précieuses ressources : leurs peuples. Quand la jeunesse s'éteint à cause d'une maladie affaiblissante et mortelle, nos pays se trouvent loin d'être en mesure de se développer économiquement, d'avoir une culture vibrante et une bonne éducation, de jouir de la bonne gouvernance et de respecter les droits fondamentaux de l'homme.

Bien que le nombre de sidéens soit bouleversant, le stigma identifié au SIDA pousse bien d'entre nous à nier son impact sur notre propre vie, et à ignorer le besoin de changer de comportement. Ainsi, nous minons les efforts déployés pour endiguer le SIDA. Faire face au SIDA devrait nous porter à réfléchir à nouveau aux valeurs essentielles qui se trouvent au cœur des relations humaines entre hommes et femmes vivant dans des sociétés qui ne sont souvent ni justes, ni stables.

Notre réponse doit être vraiment évangélique. Lorsque Jésus commence à prêcher la bonne nouvelle, son onction et sa mission ont pour but « de proclamer la délivrance des captifs et le

* African Jesuits AIDS Network (Réseau jésuite africain contre le SIDA).

recouvrement de la vue pour les aveugles, de laisser les opprimés aller librement, de proclamer une année de grâce du Seigneur » (Luc 4,16 ss.). En tant que serviteurs du Seigneur, nous nous engageons dans la lutte sur tout le continent pour endiguer la propagation du SIDA.

Nous sommes tous d'accord sur l'urgence et l'immensité de la tâche qui s'impose. Ainsi, en tant que coordonnateur d'AJAN, je sollicite vos prières, votre soutien et votre participation par toutes les voies possibles, dès aujourd'hui qui voit démarrer AJAN jusqu'au jour où on pourra déclarer le SIDA vaincu.

Michael Czerny, S.J.
Coordonnateur d'AJAN
P.O. Box 21399
Nairobi Ngong Road
00505 KENYA

+254 2 566 873 (fax)
<aid@jesuits.ca>

+ + + + +

La PANDÉMIE du VIH/SIDA : La PRIORITÉ des PRIORITÉS

Muhigirwa Ferdinand, S.J.

1er décembre : Journée mondiale du Sida décrétée par l'ONU pour sensibiliser et attirer l'attention du monde entier sur ce qu'on pourrait appeler « la maladie du siècle ». Les statistiques nous révèlent que l'Afrique est le continent où la prévalence à l'infection du VIH/SIDA et le taux des personnes atteintes est le plus élevé. On parle de 2.400.000 morts en Afrique sur une population mondiale de 42 millions de personnes infectées dont 30 millions en Afrique.

La Déclaration Politique du Sommet mondial sur le développement mondial à Johannesburg (24 août – 4 septembre 2002) reprend un des principes de Rio qui affirme que tous les êtres humains ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature. A cause de la pauvreté, du sous-emploi, de la dégradation des conditions de logement, d'accès aux soins de santé, des millions de personnes souffrent des maladies contagieuses comme le VIH/SIDA, la TB et la malaria (n. 41). Le Plan d'Action du même Sommet, en son chapitre VIII, mentionne que les efforts consentis par l'Afrique en faveur du développement durable ont été entravés par la persistance des conflits, le faible niveau des investissements, l'insuffisance des revenus du commerce, l'écrasant fardeau de la dette et l'impact du VIH/SIDA (n. 56).

Parmi les 10 thèmes prioritaires retenus par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), la santé (la lutte contre le VIH/SIDA) occupe la cinquième position. A notre avis, toutes les stratégies du développement humain intégral (qui inclut l'économique, le social, le politique, le culturel, le religieux) n'ont et n'auront pas d'effet durable à cause des conséquences dévastatrices de la pandémie du VIH/SIDA. Pour nous, la pandémie du VIH/SIDA n'est pas un épiphénomène, une priorité parmi d'autres, un des défis majeurs, mais elle est, à la lumière des signes des temps, la priorité des priorités de notre mission apostolique dans l'Assistance d'Afrique et de Madagascar.

C'est pour cette raison que le Père Général de la Compagnie de Jésus « encourage chaque Province à chercher les voies pour accroître son engagement dans cet apostolat ». En le faisant, nous incarnons notre amour préférentiel pour les pauvres et nous « exprimons notre engagement contre toutes les formes d'injustice et de misère ».

Le 21 juin 2002, lors de la création du Réseau jésuite africain contre le SIDA (AJAN), le Père Shirima Valerian, Modérateur du JESAM, a demandé à tous les jésuites d'Afrique et de Madagascar de considérer ce réseau « comme une œuvre prioritaire importante de l'Assistance d'Afrique et de Madagascar, Les malades du SIDA, comme nous le rappelle la dernière Congrégation Générale, demandent de nous l'attention que notre tradition biblique exige en faveur « des orphelins, des veuves et des étrangers au milieu de vous »¹, c'est à dire une réponse qui reflète l'amour préférentiel de Dieu pour eux ». Le AJAN a pour mission principale d'aider les jésuites à donner une réponse évangélique et appropriée au défi du VIH/SIDA, en tenant compte de la foi, de la culture et de la spiritualité locales, et en établissant des réseaux de collaboration et d'échange avec les groupes et associations qui luttent contre la pandémie du VIH/SIDA.

Aujourd'hui, plusieurs activités apostoliques sont menées pour lutter contre le VIH/SIDA : éducation des jeunes à la prévention, éducation par le médias avec les paires éducateurs, soins à domicile pour les malades, travail pastoral auprès des orphelins et des familles en deuil, apostolat de la prière, initiation aux droits de l'homme, des services médicaux et sociaux, recherche, publication et éducation populaire. Nous cherchons à établir des liens entre des réseaux d'action à l'intérieur des secteurs apostoliques comme l'éducation, la pastorale, la formation des Nôtres, l'action sociale pour l'Assistance d'Afrique et de Madagascar. Ces activités apostoliques doivent être soutenues par un appui financier en vue de créer et de renforcer des systèmes de santé visant à mettre à la disposition des pauvres les médicaments et la technologie nécessaire pour VIH/SIDA.

S'il est vrai que le sida fait des millions de victimes, il est aussi vrai qu'on se fait victimes du sida. C'est que notre choix, notre responsabilité et notre décision sont moralement engagés dans l'acquisition du syndrome immunodéficitaire acquis.

Au-delà de la prévention, du médical, c'est une éducation aux valeurs morales, chrétiennes et religieuses de fidélité, d'amour, d'abstinence, de sincérité et de chasteté qu'il faut absolument promouvoir. Car, en définitive, ce qui est en jeu, ce n'est pas le virus VIH/SIDA mais l'homme atteint par le virus. Mobilisons-nous, mettons ensemble toutes nos connaissances scientifiques, toutes nos énergies physiques, culturelles et intellectuelles, morales et spirituelles, pour lutter contre le VIH/SIDA, pour promouvoir le développement de tout homme et de tout l'homme. Cet homme pour qui le Christ a eu de la passion pour souffrir sa passion parce qu'il est venu pour que l'homme ait la vie et qu'il l'ait en abondance.

Muhigirwa Ferdinand, S.J.
B.P. 3724
Kinshasa-Gombe
R.D. du CONGO

<muhigirwafsj@yahoo.fr>

+++++

¹ Congrégation Générale 34 (1995), Décret 3, n.15.

LA PLACE des PAUVRES dans L'EGLISE*

José M. Castillo, S.J.

Introduction

Avant d'entrer à fond dans le problème il faut dire deux choses. Elles doivent être très claires, c'est question d'honnêteté et de justice.

1. Dans l'Eglise il y a toujours eu, et il continue à y avoir, beaucoup, énormément, de personnes, groupes, institutions, organismes de tout type et de toute provenance qui, non seulement se sont préoccupés des pauvres, mais, et surtout, ont consacré leur vie entière à défendre les derniers de l'histoire, risquant leurs biens les plus chers, leur installation, leur prestige, leur sécurité, tout ce qu'un être humain peut risquer dans ce monde. Concrètement, aujourd'hui, de nombreux prêtres, religieux et religieuses, séculiers volontaires, ONGs, personnes de croyances et de couleurs diverses, sont réellement héroïques.

2. L'autorité ecclésiastique, depuis plus d'un siècle, a élaboré une « doctrine sociale », qui, surtout au cours des trente dernières années, a atteint des formulations pertinentes et fortes en faveur des pauvres : leurs droits, leurs libertés, leur dignité, réclamant des réformes profondes dans l'économie mondiale et dénonçant les fréquentes violations qui se commettent contre les êtres les plus faibles et sans défense de ce monde. De plus – et surtout – il y a la prédication constante de l'Evangile faite par l'Eglise dans le monde entier, allant de ses publications les plus strictement scientifiques aux homélies et à la catéchèse que, chaque semaine, des milliers de personnes écoutent dans presque tous les coins de la terre.

Tels sont ces deux faits. Cependant il y a de très fortes raisons qui obligent à se demander : l'Eglise a-t-elle résolu le problème de ce que signifie et exige sa relation avec les pauvres ?

1. Quelle place les pauvres occupent-ils dans l'Eglise ?

En théorie la réponse est claire. Les pauvres sont, pour l'Eglise, ce qu'ils ont été pour Jésus : les préférés, les plus importants, les premiers. Mais cela c'est de la théorie. Parce que, dans la pratique, nous savons tous très bien que, fréquemment les choses se passent autrement.

Par exemple, quelle place les pauvres occupent-ils, le plus souvent, dans les cérémonies ecclésiastiques ? Ils sont certainement en train de demander l'aumône à la porte de l'église. Bien sûr ils n'ont pas l'habitude d'être aux premières places. Et encore moins dans le chœur. Qu'est-ce qu'ils y feraient ? Ils gêneraient. Quelle place occupent-ils dans les réunions ou les rencontres ecclésiales ? Quelle place leur accorde-t-on dans les projets pastoraux, dans les synodes diocésains ou, encore mieux, dans les hauts dicastères de la curie romaine ?

L'épître de Jacques dénonce sévèrement ceux qui font asseoir les pauvres à une place inférieure à celle des riches (Jacques 2,1-4). Et dans les évangiles Jésus rejette, avec de très dures paroles, ceux qui prétendent se placer les premiers (Mc 10,37-40 ; Mt 20,21-23 ; Mc 9,35 ; 12,38-39 ; Lc 20,46, 11,43). C'est tout le contraire dans la communauté chrétienne, la tendance dominante doit être celle d'aller à la dernière place (Lc 14,7-11) ou d'être au banquet, non assis bien

* Extrait de : José M. Castillo, S.J., « Escuchar lo que Dicen los Pobres a la Iglesia » (« Ecouter ce que disent les Pauvres à l'Eglise », *Cuadernos Cristianismo i Justicia*, n.88 (mars 1999), pp.32.

commodément, mais au service des autres (Lc 22,27). Naturellement, un tel radicalisme, n'a pas pu durer bien longtemps dans l'Eglise, surtout de la manière dont elle s'est organisée à partir du quatrième siècle. Les pauvres sont retournés à leur place, la dernière. Et les notables ont récupéré leur place préférée.

2. Quelle influence les pauvres ont-ils dans l'Eglise ?

Quelle influence les pauvres ont-ils dans les décisions importantes que l'on prend dans l'Eglise ? Sont-ils consultés ? Leur point de vue est-il pris en considération ? Vient-il à l'esprit que ce qu'ils pensent peut être important ? Appelle-t-on les pauvres à donner leur point de vue lorsque nous avons entre les mains une question d'une certaine envergure ? Les pauvres peuvent-ils donner leur opinion, lorsqu'il s'agit de nommer un curé, de désigner un évêque ?

Et quelle influence ont les pauvres, non seulement dans les décisions de l'Eglise, mais surtout, dans la doctrine que l'on enseigne et même que l'on impose aux croyants ? Pour le dire avec des paroles plus claires, quelle influence les pauvres ont-ils dans la théologie ? Ou encore, pour le dire d'une autre façon : les pauvres ont-ils une influence dans notre manière de comprendre Dieu, d'interpréter l'Evangile, d'expliquer en quoi consiste le salut chrétien ?

Or ce qui étonne c'est que, selon Jésus, les personnes qui ne sont pas capables de comprendre Dieu sont précisément « les sages et les intelligents », alors que ceux qui le comprennent sont, littéralement parlant, « ceux qui n'ont rien à dire » puisque tel est, ni plus ni moins, ce que signifie le mot employé par l'évangile : *nepioi*¹. Il faudrait être aveugle pour ne pas se rendre compte que, en réalité, ce que Jésus fait, en disant ce que je viens de signaler, c'est de remettre notre théologie en question, de façon radicale. Car la pure vérité c'est que la théologie qui se fait dans l'Eglise est celle que nous élaborons, nous qui nous considérons sages et experts, alors que, selon cette manière de penser et de parler, les *nepioi*, c'est-à-dire ceux qui, selon Jésus, comprennent ce dont il s'agit, eux ne peuvent rien en dire.

Au fond, il s'agit de comprendre que le Dieu qui se révèle en Jésus, est un Dieu que l'on n'atteint pas grâce à un effort humain, ni par l'étude, ni par la spéculation des hommes les plus savants.

Alors ? Quels sont ceux qui comprennent les choses de Dieu ? Il semblerait que ce ne sont, ni les « intellectuels », ni les « puissants », ni les gens de « bonne famille » (1Cor 1,26). Et pour qu'il ne reste pas de doute sur ce point, saint Paul énumère, à la suite, une liste : « Dieu a choisi ce qu'il y a d'inepte dans le monde pour confondre les sages ; Dieu a choisi ce qu'il y a de faible dans le monde pour confondre les forts ; Dieu a choisi, dans le monde, ce qu'il y a de vil, ce qui est méprisé, ce qui n'est pas, pour réduire à rien ce qui est » (1Cor 1,27-28).

La question que l'on ne peut éviter est : le savoir de Dieu, la théologie, est-ce quelque chose de résolu au sein de l'Eglise ? Du moment que les pauvres n'ont pas eu, n'ont rien à dire sur ce sujet, ne nous sommes-nous pas privés de la source la plus déterminante dans la connaissance et la compréhension de l'Evangile ?

¹ Pour cela, le terme *nepios* est habituellement traduit par « enfant » ou « petit ». En réalité, est *né-epos*, c'est-à-dire *in-fans*, celui qui ne parle pas. Cf. M. Zerwick, *Analysis Philologica Novi Testamenti Graeci*, p. 28.

3. Les pauvres vus comme un danger pour l'Eglise ?

Il n'y a aucun doute, ce qui devrait le plus éveiller notre attention, de la façon dont vont les choses aujourd'hui, c'est que, apparemment, pour bien des gens du « monde ecclésiastique », les pauvres sont vus comme un danger pour l'Eglise.

Durant des siècles les pauvres ont été l'objet d'aides et d'aumônes dans l'Eglise. Mais ils n'ont jamais été sujet des décisions ni des manières de penser parmi les ecclésiastiques. Au cours des trente dernières années, il est vrai, un changement a eu lieu. D'abord Jean XXIII a commencé à parler de « l'Eglise des pauvres ». Et cela n'a pas plu à quelques-uns et nous savons qu'il y a eu des professeurs d'ecclésiologie qui se riaient (littéralement) de cette expression.

C'est cela qui, déjà, a été perçu comme gênant et même désagréable aux yeux de certaines personnes. Parce que un Jésus, qui vient du ciel, est admirable, sublime et tout ce qu'on voudra. Mais un Jésus, qui vient des pauvres, ne fait pas l'objet de l'admiration ni de sublimation mais, plus probablement, il inquiète et, en tous cas, nous pose une quantité de questions.

La chose est devenue encore beaucoup plus compliquée quand, aux environs du début des années soixante-dix, une théologie est apparue qui, justement, a mis les pauvres au centre même de ses préoccupations, de ses problèmes et de ses solutions.

Durant de longs siècles la théologie ne s'est occupée des pauvres que pour évaluer la quantité d'aumônes que les riches devaient donner à ceux qui étaient dans le besoin afin que la conscience des riches soit tranquille ; ou encore pour exhorter les puissants à être généreux avec les malheureux de cette vie.

Ce que difficilement on peut comprendre c'est que quand, pour la première fois dans l'histoire, une théologie ose dire que les pauvres ont une parole décisive quand on parle de Dieu, quand on affirme que les pauvres doivent être écoutés de façon que l'on puisse, à partir d'eux, repenser le savoir théologique, alors s'organise un grand scandale dans bon nombre d'ambiances ecclésiastiques : des évêques assurent que cette théologie est cause de divisions dans l'Eglise, des théologiens font retentir leurs batteries les plus puissantes contre ce qu'ils considèrent la plus grande perversion de la théologie.

Sans aucun doute, la courte histoire de la théologie de la libération est la preuve la plus évidente que, pour beaucoup d'« hommes d'Eglise », les pauvres sont un véritable danger quand on les prend au sérieux et avec toutes les conséquences que cela entraîne.

4. Il ne s'agit pas d'un problème dogmatique, pas non plus simplement économique, mais d'un problème qui touche le fond de la condition humaine.

Jésus a vécu du début jusqu'à la fin dans la partie marginale de la société. On sait qu'Il est né dans une étable et qu'il est mort sur une croix. Pourtant, parler de marginalité, c'est parler de quelque chose qui touche le plus profond de la condition humaine. Parce que, le pire de ce que la marginalité apporte avec elle, c'est l'absence de dignité : être privé des droits dont les autres jouissent ; et ne pas mériter le respect que toute personne normale mérite. Pour cela le manque de dignité est la pire chose que la pauvreté apporte avec elle.

Pour mieux dire encore, le manque de dignité est pire que la pauvreté elle-même. On a l'habitude de dire : « pauvres, mais honnêtes ». Parce que l'honnêteté et la dignité sont les choses les plus

graves et les plus délicates qui peuvent se perdre. Ou, pour le dire autrement, l'honnêteté et la dignité est ce qui est le plus désiré par l'être humain.

Mieux encore, si nous, êtres humains, désirons tant l'argent, ce n'est pas d'abord pour les avantages matériels qu'il nous procure. Les personnes et les institutions aspirent à l'argent surtout pour la sécurité, le pouvoir, la puissance, la suffisance, le « statut social », la respectabilité et, en définitive, la force d'envoûtement qu'il exerce dans notre société.

Notre culture se centre autour de l'économie alors que la valeur déterminante, dans la culture du temps de Jésus, tournait autour de l'honneur. A partir de cet état de choses, on comprend pourquoi Jésus s'est solidarisé avec les quatre groupes de personnes qui, dans cette société, étaient exactement les gens les plus en marge du système : les plus exploités, les plus méprisés, et même (quand il s'agissait des publicains et des pécheurs) les plus rejetés ; dans tous les cas, ceux qui ne représentent rien et ne peuvent rien dire dans cette culture. Et pour cela aussi on comprend pourquoi Jésus a affronté les quatre groupes qui réduisaient à la marginalisation, qui méprisaient et haïssaient les groupes antérieurs.

5. Les « hommes de la religion » et les pauvres

Il faudrait être aveugles pour ne pas voir le danger constant qui menace les « hommes de la religion ». Fréquemment on rencontre des personnes qui intériorisent de telle façon les croyances et les pratiques de la religion que, concrètement, il arrive ce qui suit : ces personnes se sentent sûres d'elles-mêmes, parfois avec une telle assurance que, pour rien au monde, elles ne changeraient la plus insignifiante de leurs convictions religieuses. De plus, précisément parce qu'elles se considèrent en possession de la vérité intouchable, ces mêmes personnes, sans s'en rendre compte, abritent et même défendent jalousement un obscur (mais très réel) sentiment de supériorité, surtout quand elles rendent grâce à Dieu de les avoir préservées de la désorientation et de la corruption qui existent dans ce monde.

Par exemple, il n'est pas rare de rencontrer des « hommes d'Eglise » qui s'impatiente et même s'irritent pour le simple fait qu'une norme liturgique n'est pas exactement respectée durant la messe, tandis que, parallèlement, ils ne se préoccupent ni ne se souviennent, et donc ne s'irritent pas, du fait que, proche d'eux, parfois même très proche de là où se passe ce qu'ils reprochent pour les messes, il y ait des gens qui souffrent et même meurent de faim ou d'abandon.

Autre exemple, encore plus éloquent, il est en relation avec la manière d'aborder le thème des pauvres et de la pauvreté, dans les ambiances religieuses. Si on parle d'aide et d'aumônes, ça va bien. La situation désagréable se produit quand le thème est traité avec « une certaine profondeur ». C'est-à-dire quand nous ne nous cantonnons pas dans « l'aide » et « l'aumône », mais que nous allons au fond des choses. Don Helder Camera, le grand évêque-prophète du Brésil, avait l'habitude de dire : « quand je donne l'aumône à un pauvre, on dit que je suis saint ; si je demande pourquoi quelqu'un est pauvre, on dit que je suis communiste ». Parce qu'il est clair que, parler des pauvres « à fond », c'est parler de l'économie et de la politique. Et cela nous porte immédiatement à nous prononcer sur les droites et les gauches, les socialismes, les dictatures et les démocraties, le capitalisme, le néolibéralisme, les révolutions et les guerres. Le thème des pauvres est habituellement conflictuel et peut finir par nous crisper tous.

Pour Jésus, parler de « pauvres » c'était parler de gens « faibles » et « marginaux ». C'était parler d'eux, les situant au centre même de la vie, au premier plan de leurs projets et préférences. Et c'est exactement cela qui, à nous, « hommes de la religion », nous paraît « folie » et « scandale ».

Parce que, ni seulement ni principalement, cela touche à nos poches, mais cela atteint surtout notre dignité, notre nom et, avant toute autre chose, notre respectabilité et nos prétendus pouvoirs.

C'est pour cela que, dans les ambiances ecclésiastiques, il y a beaucoup de gens disposés à « aider » les pauvres, même disposés à « évangéliser » les pauvres. Mais, soyons sincères, combien d'entre nous, « hommes d'Eglise » sommes réellement convaincus que nous avons à « apprendre » des pauvres ? Que peuvent-ils, eux, nous « enseigner » à nous surtout, sur des sujets si « techniques » comme le sont celui de Dieu, celui de Jésus, celui de l'Evangile ? Combien de dirigeants, dans l'Eglise, sont-ils véritablement disposés à demander conseil et collaboration aux pauvres ? Plus encore, à qui passe-t-il par la tête que les pauvres (de quelque manière qu'ils le soient !) devraient être coresponsables dans le gouvernement des paroisses, des divers diocèses, de l'Eglise entière ?

Des questions de ce genre paraîtront, à beaucoup « d'hommes de religion » des radicalismes sans queue ni tête, un « danger » pour l'Eglise. Tout simplement parce que, donner la parole aux pauvres, leur concéder protagonisme, prétendre que la société et les institutions (y compris l'Eglise) s'organisent en fonction des critères et des intérêts des pauvres, sont des choses qui remettent en question notre prétendue sécurité, notre conscience de supériorité et notre mépris, mal dissimulé, pour tout ce qui est marginalité et faiblesse dans notre système.

Quand Jésus a dit aux « hommes de la religion » de son temps que « les publicains et les prostituées vont entrer avant vous dans le Royaume de Dieu » (Mt 21,31), il a commis une terrible imprudence. Non seulement Il a insulté ces hommes respectables, mais de plus il a mis toute la religion à l'envers. Et cela, pour les intelligents c'était inconcevable.

6. Les pauvres et l'Eglise : un problème non de personnes, mais de structures ecclésiastiques

Les « méfiances » et même les « peurs » de l'institution ecclésiastique quant aux pauvres, aux marginaux du système, se manifestent aussi d'une autre manière : dans la résistance ouverte des dirigeants ecclésiastiques à ce que les pauvres interviennent, participent et se sentent coresponsables dans le gouvernement de l'Eglise.

De là le rejet de l'Institution à ce que, au fond, les Communautés Ecclésiales de Base et leurs propositions ont représenté durant les trente dernières années comme Eglise « des pauvres », une Eglise « du peuple » ou choses semblables. Selon ce que nous savons, ces communautés n'ont jamais prétendu organiser une Eglise « parallèle ». Jamais elles n'ont voulu se constituer en « sectes ». Jamais elles n'ont rejeté l'autorité des évêques. Alors, d'où viennent les peurs et les méfiances de l'institution face aux gens les plus malheureux de ce monde ?

N'importe quel manuel d'histoire de l'Eglise donne d'abondantes informations sur l'influence qu'ont eue sur elle (beaucoup plus que nous ne pouvons l'imaginer) empereurs, seigneurs féodaux, rois et magnats, gouvernants et politiques, dictateurs et même tyrans, aux mains tachées d'une quantité de sang humain. Trop fréquemment ces choses ont été tolérées et même vues d'un œil complaisant dans de hautes sphères du pouvoir ecclésiastique².

L'intolérable problème s'est posé quand ce sont eux, les pauvres, les misérables de ce monde, qui ont prétendu commettre l'audace de dire leur mot, de participer (au moins de quelque manière)

² Pour citer seulement un triste exemple récent : le Vatican a été l'unique état dans le monde qui a reconnu le gouvernement militaire qui a destitué le président de Haïti, J. F. Aristide, élu de façon démocratique.

aux décisions paroissiales ou à l'orientation générale des diocèses. Quand cela s'est produit, la lumière rouge de l'alarme s'est allumée et tous les moyens nécessaires ont été pris pour freiner un tel danger. C'est pour cela, entre autres choses, que la théologie de la libération a été vue comme une menace si grave. C'est pour cela, qu'on a fait tout le possible pour freiner ou modifier l'influence du CELAM en Amérique Latine. C'est pour cela que les nominations d'évêques ont été préparées avec un critère sélectif, de façon que ne se répète pas ce qui s'est passé à Medellín, ni même à Puebla. Enfin, il est clair (ce qui se passe actuellement dans l'Eglise le démontre avec évidence) que les pauvres sont vus, par des hommes influents dans l'institution ecclésiastique, comme un danger sérieux qui menace l'Eglise.

Alors, même si tout cela se revêt, et même se mystifie, de « religion » et de « service à l'Eglise », nous nous retrouvons avec la reproduction exacte de ce que Jésus a dû affronter. Sans aucun doute, parce qu'Il a vu, en cela, le péril le plus grave contre l'humanité. De là naît le mépris concret et pratique envers tout ce qui est faible dans ce monde. Autrement dit, c'est là, exactement, que la tragédie et la mort des pauvres a son point de départ. C'est à ce point là qu'est décisive la relation des pauvres avec l'Eglise.

7. Conclusion

Que demandent les pauvres à l'Eglise ? Quel défi lui posent-ils pour ce nouveau millénaire ? Résumons ce que nous avons trouvé :

En premier lieu, que l'Eglise n'ait pas peur d'eux, qu'elle ne les méconnaisse pas au moment de penser, de décider, d'agir, d'enseigner, etc.

Que l'Eglise leur donne, au minimum, autant de place et autant d'audience que celles qu'elle accorde à de nombreux puissants de ce monde (riches, savants, gestionnaires de l'ordre actuel...). au minimum, autant... mais on devrait leur en accorder davantage.

Que l'Eglise en fasse, non seulement des destinataires passifs de son attention, mais des sujets actifs : les rendant peu à peu présents dans ses centres d'analyse et de décision, etc.

Que l'Eglise ne poursuive ni ne maltraite tous ceux qui optent pour les pauvres (avec toutes les conséquences que cela comporte) et qu'elle essaie de construire un monde moins cruel et moins injuste à leur égard.

Et que, convertie à Dieu, l'Eglise ne cherche pas plus de sécurité dans l'appui ambigu des pouvoirs de ce monde que dans le débile appui des pauvres. Qu'elle sache enfin que, si cela lui crée des problèmes, son Fondateur, lui aussi, les a connus.

José M. Castillo, S.J.
Comunidad Pedro Arrupe
Paseo de Cartuja 35, 3º
18012 Granada,
ESPAGNE

+34 958 151 440 (fax)
<pcastillo@probesi.org>

+ + + + +

La jeunesse marginalisée en grand besoin de Jubilé*

Manuel Maquieira, S.J.

La réflexion qui suit nous parle des conditions auxquelles font face les jeunes vivant dans les quartiers pauvres de Guatemala City.

Impuissance au lieu de rébellion

La première fois que j'ai essayé d'approcher les jeunes des quartiers les plus défavorisés, je suis arrivé avec plusieurs notions préconçues. Je pensais que j'aurais affaire à des jeunes en désaccord avec ce qui se passait dans la société, rejetant un ensemble de règles sociales et qui ne seraient intéressés que par leurs gangs et la drogue. Je pensais rencontrer des jeunes ayant une bonne dose d'attitudes rebelles. Alors que je commençais à m'immerger au sein de cette population, j'ai été surpris de découvrir que la vérité était tout autre. J'ignore s'il s'agit d'une simple expérience locale, mais j'ai découvert que le sentiment d'impuissance était la caractéristique fondamentale. Il existe une certaine impuissance lorsqu'il s'agit de participer à une société comme la nôtre. Une société que certains peuvent rejeter. Mais qui peut sembler une utopie inatteignable pour ces jeunes gens. Une utopie est définie par d'autres comme étant un endroit qui n'existe pas ; un endroit vers lequel on tend et dont l'aspiration nous pousse en avant. Mais pour ces jeunes, l'utopie existe bel et bien, mais le chemin qui y mène est bloqué. Dans leurs vies, aucun chemin n'existe qui puisse y mener. Aucun chemin ne mène à ce monde réel, « cet autre monde », qu'on voit à la télévision et qu'ils peuvent percevoir quotidiennement dans leur propre pays. Ils se meuvent dans un autre monde au sein duquel la rébellion est absente. La violence et l'agression y sont présentes, mais aucun effort n'est fait pour le quitter ou le changer.

Tout cela mène à se sous-estimer. Deux aspects m'ont choqué quand nous avons parlé avec ces jeunes : « nous sommes mauvais » ainsi que le désir « d'être normal ». Ces deux phrases ont été répétées par tous à plusieurs reprises. J'ai aussi entendu souvent des phrases telles que : « ma famille me dit ce qui est bien, mais je choisis ce qui est mal », « plus je me conduis mal, moins on m'aime » ; « je fais souffrir ma famille » « Dans le groupe on apprend à être méchant. Dans le groupe on apprend seulement à faire ce qui est mal. On aime tuer. On pense seulement à tuer, à se venger, à la violence. On ne s'inquiète que de nous-mêmes, on ne se soucie pas des autres ». Toutes ces phrases reflètent un sentiment d'impuissance.

À mon avis, le plus terrible est que ces jeunes reflètent comme un miroir toutes les frustrations qu'ils ont accumulées depuis l'enfance avec leurs parents, leurs beaux-parents, leurs frères et sœurs aînés, etc. Ils semblent avoir accumulés tous les échecs de ceux qui sont venus avant eux. Dans la plupart des cas leurs parents ont échoué. Ceux-ci sont en majorité originaires de l'intérieur du pays ou des hauts plateaux et ils sont venus en ville prêts à travailler. Ils croyaient trouver du travail et le progrès, mais ils n'ont pas progressé. Depuis l'enfance, leur vie est pleine de frustrations, d'impuissance et de la conviction qu'ils n'arriveront à rien dans la vie. Leur vie est comme un miroir dans lequel on peut voir la réflexion de tous ces jeunes sans emploi. Ils n'appartiennent peut-être pas à un gang, mais ils sont désœuvrés. Il y a un grand nombre d'alcooliques parmi les populations marginalisées.

* *Voces del Tiempo*, n.30 (avril-juin 1999); *SEDOS* 32:6 (juin 2000), 163-165.

Les femmes luttent davantage

Une différence existe dans la façon dont les hommes et les femmes font face à la situation. Je pense que les femmes n'abandonnent pas aussi facilement que les hommes. Les femmes semblent être plus résistantes et plus aimantes. Je ne sais trop comment expliquer cela, mais elles semblent davantage responsables. Les femmes, aux prises avec la situation dans laquelle leurs enfants vivent, ont tendance à se battre. Par contre, les hommes peuvent toujours choisir de partir. Ils se sentent incapables de prendre soin de leurs femmes. J'ai rencontré un jeune couple autochtone, il avait 17 ans et, elle, 15 avec un nouveau-né quand ils sont arrivés. Ils ne connaissaient personne et vivaient dans une simple chambre. J'ai été appelé parce que l'enfant était décédé ; afin de les aider et célébrer la messe. Ce sont les voisins qui m'ont appelé. Ils étaient allés voir le docteur le jour précédent. L'enfant avait 4 mois et ils l'ont amené à l'hôpital. Ils n'avaient pas l'argent pour payer les frais d'hôpitaux pour effectuer les tests nécessaires, alors ils sont retournés chez eux et ont regardé leur enfant mourir cette nuit là. Deux ou trois mois plus tard, le jeune père était devenu alcoolique et la jeune mère était retournée chez ses parents à El Quiché. La jeune fille ne serait pas retournée chez-elle si elle avait eu d'autres enfants. Le jeune homme serait parti quand même, puisqu'il était incapable de prendre soin de sa femme et de son enfant. La vie était plus forte que lui, il ne pouvait gagner cette bataille dans cette société. Il a perdu.

La femme reste avec les enfants et se bat. Elle s'évertue à laver des planchers, laver des vêtements, à faire ce qu'il faut pour survivre. Elle n'arrête jamais de se battre. Cette réalité crée un type de femme qui exerce une influence sur les enfants. Je pense que c'est un phénomène qui doit être étudié : l'influence d'une mère marginalisée dans une culture marginalisée. Une mère qui doit affronter une vie dure, une mère qui est agressive envers l'homme qui l'a abandonnée, un homme qui l'a probablement abusée ; une mère qui, percevant un environnement agressif, tend à isoler sa famille à l'intérieur d'un noyau fermé. L'enfant apprend très vite que la maison est bonne et que l'extérieur est mauvais. Mais l'enfant vit également à l'extérieur et la rue lui enseigne le mal. À l'extérieur de la maison, l'enfant apprend ce qui est mal, c'est-à-dire que sa mère fait le bien et que le monde en soi est mal.

Ceci dit, je ne crois pas que les femmes aient une meilleure estime d'elles-mêmes. Les femmes se démènent davantage mais cela ne crée pas pour autant une meilleure estime de soi. Quand j'ai interviewé les jeunes filles, membres de gang, et que je leur ai demandé pourquoi elles avaient joint les rangs d'un gang, elles ont répondu qu'elles voulaient « être comme les garçons ». Faire partie d'un gang signifie être comme un garçon. Même si cela signifie être comme un garçon marginalisé, c'est encore mieux que d'être une fille. En étant membre d'un gang, elles adoptent l'attitude des garçons face à la vie. Il y a, de façon évidente, un certain degré d'estime de soi chez chacune d'entre elles. Curieusement, pour des jeunes femmes, leur principale aspiration est d'être capable de vivre loin de leur famille.

Quelque chose qui revient souvent et qui pique ma curiosité est la question des « maquiladoras » ! (assemblées d'usines). De notre point de vue nous considérons souvent les « maquiladora » comme une source d'exploitation, mais pour plusieurs jeunes femmes elles sont une source de libération. Ceci est encore plus important au niveau interne, puisqu'elles leur offrent une certaine liberté face à leurs maris. Cela leur confère la liberté de chercher ce qu'elles veulent parce qu'elles gagnent un salaire.

Peur d'être adulte

Je pense que cette conclusion est le fruit de ce même sentiment d'impuissance. Lorsque je leur demande « ce que cela signifie d'être un adulte », ils répondent qu'un adulte c'est quelqu'un qui a des responsabilités, quelqu'un qui prend la vie sérieusement. Une de leurs réponses est « qu'ils ont encore le temps de s'amuser dans la vie ». Les adultes doivent réfléchir sur plein de choses. Les jeunes gens, d'autre part, ressentent une impuissance parce qu'ils ignorent s'ils sont capables d'être responsables. Ils préfèrent voir la vie comme une grande farce, parce qu'ils ont peur. Rejoindre les rangs d'un gang est une façon de prolonger leur jeunesse et d'éviter les responsabilités. Lorsqu'ils assument des responsabilités, ils se sentent souvent incapables de rencontrer leurs engagements. L'une des choses les plus tristes que je vois autour de chez moi, ce sont ces jeunes femmes de 20-22 ans, mères de 2 ou 3 enfants, et qui vivent avec leur mères. Les jeunes hommes vivent dans le même quartier mais séparés de leurs familles. Plusieurs tentent de former une famille. Ils ont été ensemble pendant un an ou un peu plus. Ils ont eu deux enfants. Ils sont revenus ensemble encore une fois et ont eu un troisième enfant, mais ils se sentent incapables de former une famille. Ils retournent vers leur groupe d'amis, parce qu'ils se sentent incapables d'assumer leurs responsabilités. Ils vont à reculons. Le gang les libère une fois de plus de leurs responsabilités.

Violence

La violence est une fatalité. C'est comme une destinée dont nous sommes incapables de nous libérer. Premièrement, les jeunes ici naissent dans la violence. Leurs maisons sont terriblement violentes. Pour les enfants, même leurs mères, qui tueraient pour les protéger, sont violentes. La vie elle-même est violente, elle frappe durement. Je suis impressionné par la figure de la mère ; elle est adorée. L'image de la mère est la chose la plus forte qu'ils possèdent. Je trouve intéressant d'entendre un jeune homme, qui a tué 5 ou 6 fois un autre homme, dire « maman ne me frappe pas » ou de voir sa mère le battre devant ses amis.

Ils sont nés dans la violence. Lorsque qu'on grandit au milieu de l'abus et de l'humiliation, on a tendance à devenir insensible à toutes ces horreurs et à répéter les mêmes schémas d'abus pour résoudre ses problèmes. Ils apprennent dès l'enfance que les problèmes se résolvent dans la violence parce que c'est ce qu'ils ont vu leurs parents faire. Tout problème, toute discussion sont résolus par la violence. Les enfants comprennent que dans la vie on apprend à frapper ou à être frappé. Il n'y a pas tant d'options.

L'absence d'un père, qui produit l'insécurité et un sentiment d'abandon, mène à la violence. Le fait que les enfants doivent travailler dès l'âge de 10 -11 ans est en soi une forme de violence. Au début, les enfants pensent que le travail est une sorte de jeu et ils aiment jouer et avoir une source de revenus. Toutefois, un enfant qui commence à travailler à 10 ans essaie d'échapper au travail quand il en a environ 15. Ils peuvent être incapable de travailler pour le reste de leurs jours. Le manque d'affection est une autre forme de violence. Ils vivent dans un monde où il est interdit de montrer des signes d'affection. Ceci constitue une violation de leur personnalité puisqu'ils n'ont pas la liberté d'exprimer leur affection. C'est un monde où ils font l'expérience de la douleur dès l'enfance. Chaque fois qu'il y a un cadavre dans la rue, il y a un attroupement d'enfants qui regardent et rient. Ils vont d'un enterrement à l'autre. La mort violente est chose normal. Ils sont aussi traités violemment parce qu'ils vivent dans un monde marginalisé. Quand les policiers viennent, ils arrivent balançant leurs matraques. Ils sont battus s'ils sont arrêtés. Lorsqu'ils sont détenus, il n'y a pas de justice, pas de loi, rien. Lorsqu'ils sont arrêtés, ils savent

qu'ils ne seront pas libérés à moins de payer un pot-de-vin, et ce qu'ils soient coupables ou non. On leur fait violence et ils n'ont d'autre recours que de réagir violemment. Un des jeunes hommes interviewé, et qui est mort aujourd'hui, a dit : « l'existence de groupes violents vous force à joindre un groupe violent ». Cela constitue une séquence dramatique pour moi.

Hier soir j'ai parlé avec quatre mères qui craignent pour leurs fils qui ont été menacés par d'autres groupes et ne peuvent plus aller à l'école. Les garçons sont en sixième année et n'appartiennent à aucun groupe. Ils ont du arrêter d'aller à l'école pour des raisons de sécurité.

La violence que les jeunes hommes laissent déferler est en fait l'exercice d'une sorte de pouvoir local. Il s'agit d'un mécanisme pour nier qu'ils sont impuissants. Humilier ou faire du mal à quelqu'un sont des façons de se venger des abus qu'ils ont soufferts.

À d'autres moments, la violence est comme une explosion, non pas une rébellion mais une auto marginalisation. Parce que je ne veux pas être marginalisé, je vais enfreindre les règles et me marginaliser moi-même parce que c'est ce que je veux. Et je me blâme parce que je choisis de me marginaliser et de faire le mal.

Finalement, la violence peut être une forme d'autopunition, une forme de suicide. Et c'est alors que je dirige ma violence non pas vers les « autres » mais vers les gens qui sont comme moi, ceux qui appartiennent à mon monde et qui sont mauvais comme moi.

À quoi ressemblerait une « pastorale du jubilé » dans ce contexte ?

Le manque d'estime de soi est l'une des causes de plusieurs de ces maux et de cette violence. Tout travail pastoral doit renforcer l'estime de soi, voilà la clé. Le premier pas à faire est d'accompagner les jeunes. Parfois cet accompagnement signifie de partager leur sentiment d'impuissance. Comment pouvons-nous nous approcher ? Le fait que des gens d'Église soient proches d'eux leur donne le sentiment d'être important au moins pour quelqu'un. Ceci est la première découverte. De nombreux jeunes éprouvent le sentiment qu'ils ne comptent pour personne. Quand vous les interviewez, ils parlent avec fierté, parce c'est probablement la première fois que quelqu'un de l'extérieur de leur monde les écoute. Cela les fait se sentir bien parce qu'ils se sentent important pour quelqu'un.

L'affection est une autre clé pour ce travail pastoral. Ces jeunes n'ont jamais ressenti d'affection dans leurs vies. Le seul type d'affection qu'ils connaissent, celui de se sentir aimé, provient de leurs mères. Or, pour la grande majorité la mère passe son temps en dehors de la maison parce qu'elle travaille pour les faire vivre. Et pour réussir à les faire vivre les mères sont aussi souvent esclaves de la violence. Elles mélangent amour avec un autoritarisme violent, parce que c'est ainsi qu'elles ont appris à aimer. Quand quelqu'un brise ce cycle vicieux et fait preuve de tendresse, démontre aux jeunes qu'ils sont l'objet de leur tendresse et de leurs soins, alors cette personne travaille en profondeur pour faire grandir l'estime de soi.

Il existe une Communauté chrétienne dans notre quartier mais elle aussi a subi des coups. Par exemple, tous les membres du conseil ecclésial ont des enfants en difficulté : des filles qui vivent hors de la maison, des fils en prison, des enfants vivant dans la rue, etc., alors la Communauté chrétienne a elle aussi de la difficulté à propager son message. Le cœur du problème de notre message religieux est que nous travaillons avec une situation dans laquelle nous ne pouvons pas dire aux gens de faire quelque chose. Nous ne pouvons pas leur dire qu'ils

ont besoin de changer la société. Il est même difficile pour nous de former des groupes au sein de la communauté... parce qu'ils ont honte de vivre ici. Quand nous leur demandons d'où ils viennent, ils mentionnent un autre endroit. Les seuls à être fiers de se dire d'ici sont les membres des gangs, parce qu'ils ont accepté leur marginalité.

Les jeunes ne veulent pas être de notre communauté, ils veulent être des jeunes d'ailleurs. Ceci est leur but dans la vie. Leur identité est leur absence d'identité. Comment peut-on changer cette situation difficile ? Cela devient possible à travers la formation de très petits groupes qui sont très conscients de ce qui se passe autour d'eux. Comment peut-on offrir une identité là où la marginalité règne ? On y arrive en séparant la marginalité géographique de la marginalité personnelle, en acceptant la première et en rejetant la seconde. En d'autres mots, j'admets que je suis marginalisé au sens géographique, économique et social, mais je refuse de l'être au plan humain. Notre pastorale doit tendre vers ce but, et ceci est difficile. Pour eux, le plus facile reste les Églises évangéliques. Ces Églises offrent aux gens encore plus de raisons de se marginaliser. Premièrement, il y a le fanatisme évangélique : « Je me suis converti et je suis bon. Tous les autres sont donc mauvais ». Le pas suivant est le simple renforcement de ce qu'ils ont intégré depuis l'enfance, c'est-à-dire que le monde est mauvais. « La seule chose qui peut vous sauver, c'est Dieu. Vous n'avez pas à lutter pour le salut ; le salut vient de Dieu ». D'un autre côté, dans l'Église catholique nous nous plaignons et disons : « vous devez lutter pour que les jeunes soient différents ». Notre message, bien que plus lent à se propager, reste plus proche des gens et il a un effet qui est plus à long terme. Il concerne l'acceptation de leur réalité. Il encourage les gens à reconnaître qu'ils sont marginalisés mais pas leur esprit. Ils ne sont pas marginalisés par Dieu.

Manuel Maquieira, S.J.
Parroquia San Antonio de Padua
23 avenida final, Zona 6
01006 Guatemala
GUATEMALA

+502 2889 019 (tel & fax)
<mmmc@jesuits.net>

+ + + + +

POÈMES AFRICAINS

Boyd Kapyunga Nyirenda, S.J.

Larmes

Elle est assise sur le bord du chemin
Couverte de larmes
Qui creusent une vallée le long de ses joues
Larmes graveuses d'images ;

Images de pieds fatigués,
Usés par tant d'errance,
Déchirés par la morsure chaude du sable,
Desséchés par le soleil brûlant ;

Images de visages las
Sanglots de faim,
Gouttes de sueur laborieuse,
Émaciés par l'inanition ;

Images d'un peuple
Dépossédé de sa fierté,

Infecté par d'étranges sculptures
Et ayant des vautours comme dirigeants ;

Images d'anciens brisant leurs dos.
Creusant tout le jour
La riche pierre de leur terre,
Cette richesse que jamais leurs mains ne
Toucheront ;

Images d'un peuple chevauchant le vent,
Regardant vers l'Ouest,
Y cherchant les réponses à leurs questions,
Aveugle aux réponses de leur cœur ;

Elle est assise sur le bord du chemin,
Son visage noyé de larmes,
Mais les larmes sèchent ;
Leurs images disparaissent, inaperçues.

La veuve

Sa tête est rasée
Elle a perdu son mari

Ils disent qu'elle l'a ensorcelé
Pour prendre ses biens
Et les ramenés à ses parents

Sa tête est rasée
Elle a perdu son mari

Elle devrait être donnée en héritage
Être mariée au frère de son mari
Elle devrait donner à la famille de son mari

Tout... ses enfants aussi

Sa tête est rasée
Elle a perdu son mari

A-t-elle été échangée pour des vaches ?
Pour de l'argent ?
L'a-t-on achetée avec une dot ?
Sa belle-famille la possède-t-elle ?

Sa tête est rasée
Elle a perdu son mari

Un temps tant attendu

Un temps pour rompre
Avec les traditions
Qui voit un ennemi
Dans un membre d'une tribu étrangère

Un temps pour briser le cercle vicieux
Des monarques despotiques,
Qui versent le sang
Des jeunes générations.

Un temps pour nos aînés
De fondre l'or et le diamant.
Ne payant plus une fortune
Pour l'or et le diamant fondu
Qu'ont creusé leurs mains couvertes de cloques

Un temps pour un homme
D'être l'ombre derrière
Les mains agiles de la femme,
Tous deux mangeant au même plat.

Un temps pour les cœurs généreux de guérir
Les sacs d'os desséchés,
Et où il n'y a plus conférences exotiques
Sur les sacs d'os desséchés

Un temps pour les hommes et les femmes
De mettre un frein à leur insatiable passion
Qui met à découvert l'intimité des bambins
Les souillant de leurs maladies mortelles.

Un temps pour les visages sans visages
De laver leur mains corrompues
Qui pillent la richesse de la nation
Pendant que les ventres vides gargouillent

Ce temps tant attendu
De conquérir ces bouleversements
Est déjà présent
Pas dans le torrent de paroles des grands hôtels
Mais dans nos cœurs déterminés

Le cri de l'enfant africain

*Combien cruel tu es Monde !
Tu fais de moi une victime,
Je n'ai personne vers qui me tourner
Pour me libérer
De ce fardeau.*

*Tôt le matin,
Je regarde le soleil se lever,
Souhaitant que mes parents viennent
Et me libèrent
De ce fardeau.*

Mère africaine, Père africain, Ô mes parents,
Vous étiez bons et merveilleux.
Vous m'avez mis au monde
Parmi les chansons et les hululements
De cœurs aimants,
Dont les pieds dansaient de joie ;
Leurs mains m'ont porté et bercé ;
Leurs lèvres t'ont félicité et t'ont fait reproche
De m'avoir donné la vie.

Mère africaine, mère noire,
Ô ma douce mère,
Ton souvenir me hante.
Tu m'as porté sur ton dos
Quand j'avais besoin de repos ;
Tu m'as donné ton lait
Quand j'avais faim ;
Tu m'as baigné dans l'eau chaude
Pour raffermir mes membres ;
Mais désormais ton contact
S'en est allé.

Père africain, père noir,
Ô mon père merveilleux, Tu étais mon héro.
Tu m'as vêtu,
Amené à l'école,
Appris à creuser,
Transmis mon héritage,
Tu m'as enseigné à distinguer le jour et la nuit
Mais maintenant ta sagesse
S'en est allée.

Mère africaine, Père africain,
Ô mes bons parents,
Comme des chandelles dans le vent
Vous vous êtes éteints,
Pour ne jamais plus vous allumer.
Entendez ma prière, Ô parents !
Les visages de ceux qui m'ont nourri
Me considèrent comme un déchet.
Des tunnels sont ma maison ;
Des papiers sont ma couverture ;
Les drogues sont mes berceuses ;
Les pierres sont mon oreiller !

Mère africaine, Père africain,
Ô mes parents noirs,
Aie-je été mis au monde
Pour porter le poids
Des crimes de ce monde ?

*Tôt le matin
Je regarde le soleil se lever,
Souhaitant que mes parents viennent
Et me libèrent
De ce fardeau.*

*Combien cruel tu es Monde !
Tu fais de moi une victime,
Je n'ai personne vers qui me tourner
Pour me libérer
De ce fardeau.*

Bref commentaire

Ceci constitue quelques uns de mes poèmes reflétant globalement mon expérience de la réalité africaine. Même si, depuis leur Indépendance, quelques progrès ont été faits en ce qui concerne le respect des droits humains et qu'il y ait eu des divers développements apparents, un bon nombre de pays du continent africain luttent encore pour sortir de situations problématiques dévastatrices qui incluent une pauvreté abjecte, l'oppression des femmes et autres formes d'injustices, la corruption, le sous-développement, le très grand nombre d'orphelins, le SIDA et le VIH et bien d'autres.

C'est ma conviction personnelle que l'engagement par les Africains eux-mêmes de promouvoir des valeurs peut soulager cette situation déplorable. Et pour ce faire, les valeurs culturelles doivent vraiment être mises en question par d'autres valeurs qui peuvent changer la situation.

Boyd Kapyunga Nyirenda, S.J.
Hekima College
P.O. Box 21215
Nairobi, Ngong Road
00505 KENYA

+254 2 570 972 (fax)
<boykanyire@yahoo.com>

+++++